

Assemblée de Polynésie française

août 2005 / janvier 2006

Commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires aériens

*effectués de 1966 à 1974
en Polynésie française*

« La France face à ses responsabilités »

21 février 2006 • Colloque à l'Assemblée nationale
sous la présidence de M^{me} Christiane Taubira, députée

SOMMAIRE

Présentation du dossier Programme du colloque

Fiche 1

Résumé du rapport de la Commission d'enquête

Fiche 2

Recommandations

Fiche 3

Communiqué de la Criirad suite à leur mission en Polynésie

Fiche 4

Les institutions de la Polynésie française veulent faire leur propre bilan de 30 ans d'essais nucléaires

Fiche 5

La Commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie française sur les conséquences des essais aériens

Fiche 6

Le déroulement des travaux de la Commission d'enquête

Fiche 7

Les missions de la Commission d'enquête sur le terrain

Fiche 8

L'actualité des conséquences des essais nucléaires en Polynésie

Fiche 9

Les conséquences des essais nucléaires et le Parlement

Fiche 10

Une référence actuelle : la loi d'indemnisation américaine

Fiche 11

*Proposition de loi
présentée par Christiane Taubira et Paul Giacobbi*

Fiche 12

*L'Assemblée de la Polynésie française :
troisième institution du pays*

Le rapport de la Commission d'enquête sur les conséquences des essais aériens met la France face à ses responsabilités

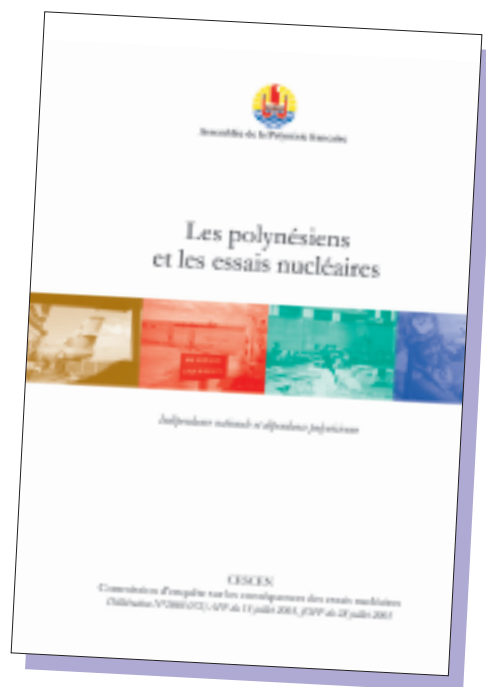
La Commission d'enquête sur les conséquences des essais aériens français en Polynésie mise en place en juillet 2005 par l'Assemblée de la Polynésie française a rendu son rapport mardi 24 janvier 2006, dix ans après le dernier essai effectué à Fangataufa le 27 janvier 1996. Il a été adopté le 9 février à l'unanimité des présents.

Dans leur rapport, les élus polynésiens apportent les preuves que les quarante-six expériences aériennes qui se sont déroulées de 1966 à 1974 ont, à chaque tir, provoqué des retombées radioactives sur l'ensemble des archipels habités de la Polynésie, contrairement à ce qu'ont toujours affirmé les autorités militaires françaises.

Le ministère de la Défense qui se targue aujourd'hui d'une volonté de transparence a refusé tout contact et toute collaboration avec la Commission d'enquête. Pour répondre à ce silence officiel, la Commission d'enquête a décidé de contribuer par elle-même à la transparence sur les essais nucléaires aériens. Grâce à des contributions indépendantes, la Commission publie vingt-cinq documents militaires secrets des années 1966 et 1967 dans leur version intégrale. Ces documents démontrent à l'évidence que non seulement les autorités militaires ont menti sur la réalité des retombées radioactives, mais qu'elles ont, par ordre, intimé le silence sur les dangers auxquels ont été exposés les habitants des îles et atolls proches de Moruroa.

Les élus polynésiens considèrent aujourd'hui que leur population a été sciemment abandonnée aux retombées radioactives des explosions nucléaires que les militaires affirmaient maîtriser. Les graves problèmes de santé – cancers de la thyroïde, leucémies et autres cancers – que subissent aujourd'hui les Polynésiens doivent être examinés au regard de ces risques inconsidérés auxquels ils ont été exposés.

La Commission d'enquête qui a auditionné plus de trente-cinq personnalités des mondes poli-



Disponible sur :
www.obsarm.org

tique, médical ou professionnel, consulté de nombreux rapports médicaux et reçus de nombreux courriers estime que certaines promesses de développement faites aux élus polynésiens en contre partie des essais nucléaires n'ont pas été honorées. Aujourd'hui, le développement durable de la Polynésie reste encore à réaliser.

Les élus de l'Assemblée de Polynésie française recommandent au gouvernement de M. Oscar Temaru de poursuivre sa propre analyse de trente ans d'essais nucléaires et de mettre en œuvre des moyens pour qu'un suivi sanitaire des anciens travailleurs de Moruroa et des populations des îles proches des anciens sites d'essais soit assuré. Ils recommandent qu'une concertation entre le gouvernement de la Polynésie française et les autorités de l'Etat français soit organisée pour tenter de résoudre dans la vérité et la justice le contentieux des essais nucléaires.

Conséquences des essais nucléaires : la France face à ses responsabilités

PROGRAMME

Ouverture du colloque par **Christiane Taubira**, *députée*

1^{ère} partie : **Une commission d'enquête, pourquoi ?**

- Les enjeux de la Commission par **Unutea Hirshon**, *représentante, Assemblée de Polynésie française, présidente de la Commission d'enquête*
- Comment a travaillé la Commission par **Bruno Barrillot**, *directeur du CDRPC et principal rédacteur du rapport*

2^{ème} partie : **Principaux résultats**

- Du pôle sanitaire et scientifique par **Unutea Hirshon**
et contrepoint de **Jean-Louis Valatx**, *président de l'Aven*
- Du pôle environnemental par **Jacky Bryant**, *représentant, Assemblée de Polynésie française*
et contrepoint de **Bruno Chareyron**, *responsable d'étude à la Criirad*
- Du pôle économique et social par **Roland Oldham**,
président de Moruroa e tatou

3^{ème} partie : **Débat**

- Introduction : **M^e Jean-Paul Teyssonnière**, *avocat de l'Aven et de Moruroa e tatou*

Résumé du rapport de la Commission d'enquête

Fiche 1

Les travaux de la Commission d'enquête ont porté sur la période des essais nucléaires aériens effectués par la France entre 1966 et 1974 et présentent les conséquences sanitaires, environnementales, économiques et sociales sur la Polynésie française.

En divulguant dans leur intégralité des documents « secrets » du ministère de la Défense datés de 1965 à 1967, le rapport présente les preuves incontestables et précises du mensonge des autorités qui ont conduit les expériences nucléaires. Alors que ces autorités affirment que les essais étaient propres et que les « retombées radioactives » n'affectaient pas les populations, le rapport montre, au contraire, que chacun des essais de 1966 et 1967 a provoqué des retombées sur tous les archipels habités de la Polynésie française.

Le système météorologique mis en place par la Direction des Centres d'expérimentation nucléaire (Dircen) a été non seulement insuffisant, mais également incapable de prévenir les risques de retombées des essais aériens. Contrairement au satisfaction des météorologues militaires qui ont vanté leur efficacité, la Commission d'enquête estime que 14 stations météorologiques pour assurer les prévisions sur un territoire de 5 millions de km² (aux dimensions de la grande Europe) était ridiculement insuffisantes.

Après auditions de ministres, d'experts médicaux et de personnels de santé, la Commission d'enquête exprime sa forte conviction que les essais nucléaires aériens ont eu des conséquences graves sur la santé, non seulement des personnels qui ont travaillé sur les sites d'essais, mais sur l'ensemble de la population polynésienne. Le très fort taux de cancer de la thyroïde chez les femmes polynésiennes et le développement inquiétant des leucémies aiguës myéloïdes montre que les retombées radioactives n'y sont pas étrangères.

Le rapport rappelle que certaines promesses économiques des responsables de l'État en contrepartie de l'implantation des essais en Polynésie n'ont pas été tenues et que les crédits considérables injectés par la Métropole n'ont pas permis les conditions d'un développement durable du Pays.

Les visites de la Commission d'enquête accompagnée d'experts en analyses radiologiques (CRILRAD) sur les îles de Mangareva, Tureia et Hao ont confirmé non seulement l'importance des retombées passées des essais aériens encore mesu-

rables aujourd'hui, mais également l'état lamentable dans lequel les populations et ces îles ont été laissées par les unités militaires.

Le rapport dénonce l'attitude des institutions de l'État qui, non seulement, ont intenté une procédure judiciaire pour faire annuler les travaux d'une Commission d'enquête décidée selon les règles de la démocratie, mais de plus se sont refusé à toutes ses demandes d'information quand elles ne sont pas intervenues directement dans le débat pour tenter de contrecarrer les travaux de la Commission. Ainsi, courant novembre, après les visites de la Commission d'enquête, une délégation du ministère de la Défense s'est rendue à Tureia et Mangareva pour faire pression sur les municipalités et la population afin qu'ils fassent disparaître les traces compromettantes (anciens « abris ») de l'époque des essais atmosphériques.

La Commission d'enquête recommande au gouvernement de la Polynésie française :

- d'engager des mesures de réhabilitation et d'assainissement des îles et atolls visités ;
- d'engager des pourparlers avec l'État pour réaliser un inventaire des déchets radioactifs rejetés en mer ou dans les lagons et gérer leur gestion future ;
- de créer son propre laboratoire d'expertise radiologiques ;
- de mettre en place un centre d'archives et de la mémoire des essais nucléaires ;
- de mettre en place un suivi et des études médicales des personnels qui ont travaillé sur les sites d'essais et des populations affectées par les retombées des essais aériens ;
- de négocier avec les responsables de l'État les conditions économiques du développement durable de la Polynésie française
- d'entamer des pourparlers avec l'État pour un dialogue et une concertation sur les conséquences de trente ans d'essais nucléaires dans la vérité et le respect de la justice pour les victimes ;
- d'associer le Pays à la surveillance des atolls de Moruroa et Fangataufa.

Recommandations

Fiche 2

Au terme de ses travaux, la Commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie française tient à rappeler les limites qui lui ont été fixées. Son mandat prévoyait une analyse des conséquences de la seule période des essais atmosphériques, soit de 1966 à 1974. La Commission estime avoir rempli son contrat, même si les conséquences qui se constatent encore des années plus tard l'ont obligé à prendre aussi en compte des réalités sanitaires, économiques et sociales de la Polynésie d'aujourd'hui.

On s'étonnera peut-être qu'aucun chapitre de ce rapport ne soit consacré aux atolls de Moruroa et de Fangataufa. Il ne s'agit pas d'un oubli mais d'une volonté délibérée de marquer que les expériences nucléaires réalisées sur ces deux atolls polynésiens ont été depuis le début en 1966 jusqu'à aujourd'hui entièrement interdites à l'investigation des élus polynésiens. Comme nous l'avons rapporté dans le chapitre sur les élus, les quelques élus qui se sont rendus sur les sites à l'invitation des Armées n'avaient aucun moyen de contrôle ou de vérification des dires de leurs hôtes militaires. De son côté, la Commission d'enquête a sollicité le ministère de la Défense pour qu'une visite des atolls nucléaires soit organisée. Nous n'avons eu ni accusé de réception ni réponse de ce ministère. Dans ces conditions, la Commission a pensé que le silence s'imposait.

Les recommandations de la Commission d'enquête qui devront être validées par l'Assemblée de la Polynésie française s'adressent principalement au gouvernement du Pays qui a mis en place une instance destinée à prendre son relais : le « Conseil d'orientation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires sur la santé des populations et sur l'environnement ». Il reviendra au gouvernement de retenir et de mettre en œuvre les recommandations de la Commission.

La Commission d'enquête tient cependant à faire une recommandation préalable qu'elle estime nécessaire pour que le Pays dispose plus complètement de sa propre analyse des conséquences de l'ensemble du programme d'essais nucléaires.

La Commission d'enquête recommande au Conseil d'orientation de mettre en œuvre sa propre enquête sur les conséquences des essais souterrains sur la santé et l'environnement qui sont loin d'être négligeables et qui concernent également le long terme.

I - Les sites à assainir et réhabiliter

La Commission d'enquête s'est rendu sur les îles et atolls des Gambier, de Tureia et Hao. Elle a constaté que le CEP, au cours de la période des essais atmosphériques, a perturbé durablement l'environnement et la vie quotidienne des populations. Des espaces importants restent à réhabiliter et à assainir, notamment sur Hao, Tureia et Mangareva. La destination de certains bâtiments militaires (abris, blockhaus...) reste à étudier. Des incertitudes subsistent quant à l'état radiologique de certains sites dont on sait maintenant qu'ils sont susceptibles d'avoir été contaminés du temps des essais atmosphériques.

La Commission d'enquête propose que des expertises complémentaires sur le plan radiologique soient programmées, selon les recommandations de l'expertise préliminaire de la Criirad.

I.1- La Commission d'enquête propose que le gouvernement de la Polynésie française confie au « Conseil d'orientation sur le suivi des conséquences des essais nucléaires » la charge de constituer un groupe de travail sur « les sites à assainir et à réhabiliter ».

La Commission d'enquête propose que la méthode utilisée s'appuie sur deux principes : la transparence et la concertation avec les partenaires concernés, c'est-à-dire les propriétaires privés, les municipalités, le Pays et l'État.

Au besoin, un médiateur sera désigné pour résoudre les questions litigieuses.

II - Déchets et matériaux contaminés

La Commission a été informée, par de multiples sources (témoignages, documents, photographies...) d'opérations de rejets en mer (ou dans les lagons) de matériaux contaminés.

La transparence proclamée par le ministère de la Défense et l'application du principe de précaution pour les générations à venir exigent que des informations sur ces rejets soient communiquées au Pays.

II.1 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays que soient engagés des pourparlers avec l'État pour mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- **inventaire des déchets radioactifs rejetés en mer : nature des déchets, date des rejets, lieu des rejets ;**
- **cartographie des sites de rejets en mer des avions Vautour en 1974 ;**
- **Cartographie des autres sites de rejets en mer ou lagon**

La destination et la gestion des déchets radioactifs qui pourraient être récupérés seront étudiées conjointement par un groupe de travail État-Pays.

III - Un laboratoire d'analyses radiologiques pour le Pays

Les informations recueillies par la Commission d'enquête sur l'état radiologique de certaines zones ou atolls ayant été utilisés pour le programme d'essais nucléaires nécessiteront que des prélèvements et des analyses soient réalisés sous l'autorité du Pays. L'expérience de la Commission d'enquête a montré que la collaboration des services similaires de l'État (LESE par exemple) n'est pas assurée.

III.1 - La Commission d'enquête recommande qu'un laboratoire d'analyses radiologiques soit constitué et mis au service du Pays. Le projet de laboratoire joint à ces recommandations pourra servir de base de départ pour sa mise en place.

IV - Centre d'archives et de la mémoire des essais nucléaires

Au cours de ses travaux, la Commission d'enquête s'est heurtée à la difficulté d'accéder à l'information et aux documents, nombreux, qui ont rapport avec les essais nucléaires effectués dans le Pays. L'histoire de cette période et ses conséquences pour l'avenir du Pays est d'autre part extrêmement méconnue par les Polynésiens eux-mêmes et notamment par les jeunes générations.

IV.1 - La Commission d'enquête recommande que soit créé, dans le cadre des institutions du Pays, un Institut qui soit un centre d'archives et de la mémoire des essais nucléaires mis à la disposition du public.

Cet Institut pourrait prendre un caractère international en élargissant son objet aux essais nucléaires réalisés par les grandes puissances dans le Pacifique notamment.

Cet Institut sera doté de locaux, de personnels et d'un budget. Il recueillera toute la documentation disponible, écrite et audio visuelle sur les essais nucléaires.

Cet Institut pourra produire des documents, expositions à disposition de tous publics polynésiens, mais aussi des touristes de passage dans le Pays.

IV.2 - La Commission d'enquête recommande qu'une commission indépendante d'historiens soit mise en place pour l'étude de la période des essais nucléaires en Polynésie.

IV.3 - La Commission d'enquête recommande que la mémoire de tous les Polynésiens qui ont travaillé sur les sites d'essais nucléaires depuis 1963 soit conservée et notamment de tous ceux qui sont déjà décédés. Dans ce but, la Commission d'enquête demande aux Maires et aux familles du Pays de recenser tous les anciens travailleurs décédés et de communiquer toutes ces informations au Conseil d'orientation. La Commission d'enquête approuve le projet de mémorial des essais nucléaires proposé par Moruroa e tatou et recommande au gouvernement du Pays de contribuer à sa réalisation.

V - Suivi médical

Au cours de ses auditions et de ses visites à Mangareva, Tureia et Hao, la Commission d'enquête s'est trouvée confrontée aux nombreuses questions de santé invoquées par ses interlocuteurs. La Commission d'enquête rappelle son « intime conviction » que les essais nucléaires ont affecté la santé publique sur l'ensemble de la Polynésie française.

V.1 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays de mettre en place une « cellule de suivi médico-social » des populations qui ont été « au plus près » des essais nucléaires, anciens travailleurs de Moruroa et leurs familles, populations des îles et atolls proches de Moruroa. La composition et les tâches de cette « cellule de suivi socio-médical » sera étudiée par le « Conseil d'orientation ».

V.2 - La Commission d'enquête recommande que soient financées des études scientifiques spécifiques concernant des personnes et des communautés considérées comme plus affectées par des risques nucléaires, notamment sur les populations des îles et atolls « sous le vent des essais aériens » et sur les anciens travailleurs de Moruroa et leurs familles.

Des études « de base » sur le suivi de ces populations pourraient être réalisées avec le concours de l'Université afin de permettre aux épidémiologistes et chercheurs d'appuyer leurs recherches sur des bases sociologiques et anthropologiques sérieuses.

Dans ce cadre, la Commission d'enquête recommande la création d'une banque d'ADN en Polynésie sous la responsabilité du Centre de transfusion sanguine.

V.3 - La Commission d'enquête recommande que les études scientifiques sur les maladies considérées comme radio induites soient poursuivies et notamment que des moyens financiers et en personnels soient donnés au Registre du cancer du Pays.

V.4 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays d'appuyer auprès de l'Etat la mise à l'ordre du jour du Parlement d'un projet de loi qui reconnaisse le « principe de présomption » selon les modalités retenues par la Commission d'enquête dans le chapitre sur la santé.

VI - Développement économique

Les trente années du CEP n'ont pas véritablement contribué au développement durable de la Polynésie française. Des infrastructures lourdes avaient été promises aux élus Polynésiens en contrepartie des inconvénients de l'implantation du CEP. Ces promesses n'ont pas été tenues.

VI.1 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement d'entamer des discussions avec l'État sur la création et le financement d'infrastructures qui permettraient de donner à la Polynésie les moyens d'un développement durable, une priorité absolue devant être accordée à la route traversière de Tahiti.

VI.2 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement d'entamer des discussions avec la Caisse de protection sociale, les ministères concernés et l'association Moruroa et tatou pour régler les éventuels préjudices économiques subis par des anciens travailleurs de Moruroa (annuités non prises en compte pour le calcul des retraites, reconnaissance de maladies professionnelles...).

VII - Relations avec l'État

Dix ans après la fin des essais, la Commission d'enquête estime que le contentieux entre l'État et le Pays sur les conséquences des essais nucléaires doit être réglé. De leur côté, les élus et le gouvernement du Pays ont mis en place les moyens de constituer leur propre expertise sur trente ans d'essais nucléaires qui reste à poursuivre.

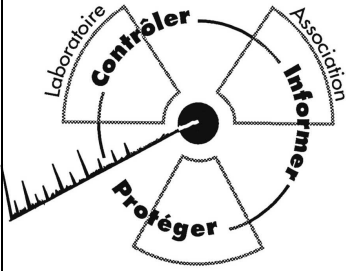
VII.1 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays de solliciter les instances de l'État pour que soit mise en place une instance paritaire de dialogue et de concertation sur les essais nucléaires.

VII.2 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays de demander aux responsables de l'État de communiquer tous les rapports sur les retombées des essais aériens de la période 1966-1974.

VII.3 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays qu'une renégociation du « plan de développement » en compensation des essais nucléaires soit mise en œuvre pour permettre d'inclure financièrement les recommandations de la Commission d'enquête.

VII.4 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays de négocier avec l'État la participation d'experts et de personnels désignés par le Pays à la surveillance des atolls de Moruroa et Fangataufa. Le laboratoire d'analyses radiologiques créé par le Pays sera associé au système de surveillance actuellement géré par le seul ministère de la Défense.

VII.5 - La Commission d'enquête recommande au gouvernement du Pays qu'une discussion avec l'État soit engagée pour la révision du statut juridique des atolls de Moruroa et Fangataufa.



CRIIRAD

Commission de Recherche et d'Information
Indépendantes sur la Radioactivité

Téléphone : 04 75 41 82 50
Télécopie : 04 75 81 26 48
Site internet : www.criirad.org
E-mail : contact@criirad.org

COMMUNIQUE CRIIRAD

Mercredi 25 janvier 2006

Page 1/2

Impact des essais nucléaires en Polynésie française

Mission préliminaire CRIIRAD d'octobre 2005 en Polynésie

L'Assemblée de Polynésie Française a mis en place une Commission d'Enquête sur les conséquences des essais nucléaires aériens entre 1966 et 1974. Pendant cette période en effet, 46 essais nucléaires aériens ont été effectués sur les sites d'essai de Moruroa et Fangataufa.

1. Objectif de la mission CRIIRAD

La Commission d'enquête a demandé au laboratoire de la CRIIRAD d'effectuer des contrôles radiométriques (mesure du rayonnement gamma) et des prélèvements d'échantillons à Mangareva, Tureia et Hao. Au total 55 échantillons de sol, sédiment, remblais, eau et végétaux ont été ramenés en métropole pour analyses.

Dans le cas de l'archipel des **Gambier (Mangareva)**, il s'agissait de se prononcer sur l'intensité de la pollution radiologique résiduelle actuelle du milieu terrestre. Situé à environ 600 kilomètres à l'est / sud-est de Moruroa, cet archipel a été en effet particulièrement touché par les retombées.

Des contrôles préliminaires ont pu être effectués en outre lors d'une escale de quelques heures sur l'atoll de **Tureia** situé à 115 kilomètres au nord de Moruroa.

Dans le cas de **Hao**, atoll situé à environ 460 kilomètres au nord-ouest de Moruroa, il s'agissait de vérifier en priorité le niveau de radiation à l'emplacement de certaines installations militaires ou du CEA qui ont manipulé des substances radioactives. Hao était à l'époque la base arrière du Centre d'Expérimentations du Pacifique.

La CRIIRAD a effectué également des calculs de dose à partir des données militaires publiées en 1998 et des rares archives « secrètes » rendues publiques par la revue Damoclès en 2005. Le rapport de la Commission d'enquête (incluant celui de la CRIIRAD) sera consultable sur www.obsarm.org.

2. Nécessité d'améliorer les connaissances sur la situation radiologique actuelle

- ✓ Les prélèvements effectués en octobre 2005 par la CRIIRAD, dans le domaine terrestre, sur Mangareva, Tureia et Hao, n'ont pas révélé d'anomalies radiologiques qui mettraient aujourd'hui en danger la santé publique. Ces résultats montrent une situation radiologique très satisfaisante, avec le plus souvent, des niveaux très bas de radioactivité naturelle (en particulier sur les sols coralliens) et une faible contamination résiduelle en césium 137. Ces constats préliminaires permettront de rassurer les populations qui vivent sur ces îles et atolls.
- ✓ Néanmoins, les résultats des prélèvements effectués mettent en évidence que les essais atmosphériques ont laissé des traces de radioéléments issus des explosions nucléaires aériennes dans certains échantillons prélevés de sols, sédiments ou végétaux.
- ✓ L'établissement d'un état des lieux radiologique approfondi nécessitera la réalisation d'analyses complémentaires sur la faune, la flore et la chaîne alimentaire correspondant aux milieux terrestres et aquatique. La question de la ciguatera devra faire l'objet d'études spécifiques.
- ✓ S'agissant de vérifier la radioactivité résiduelle à proximité des anciennes installations à risque situées sur les atolls de Tureia et surtout de Hao, la durée limitée de la mission initiale CRIIRAD et l'ampleur de la dimension des sites à vérifier rendent indispensable l'organisation d'une mission de plus longue durée avec des moyens techniques conséquents. Il s'agit en effet de vérifier en particulier qu'il ne subsiste pas de déchets radioactifs enterrés (anciennes tuyauteries contaminées, fosses, gravats). Le lancement d'un vaste programme de réhabilitation des anciens secteurs militaires ou du CEA, comportant le tri et l'évacuation des ferrailles et gravats, pourrait être utilement couplé à un programme de contrôle radiologique. Il est indispensable, pour préparer ce type de programme, que les autorités compétentes transmettent les dossiers d'abandon des installations à risque comportant les plans des anciennes installations et des différents réseaux enterrés, les descriptifs des moyens de traitement et d'élimination des déchets radioactifs solides et liquides (lors du fonctionnement des installations et également lors de leur démantèlement), les seuils de décontamination, etc.

3. Exposition des populations à l'époque des essais

- ✓ Des comparaisons effectuées avec les rares données militaires officielles sur les retombées de 1966 à 1974 font apparaître une irradiation importante liée au passage de masses d'air contaminées suite à certains essais atmosphériques. Le 2 juillet 1966, le niveau de radiation aux Gambier (580 $\mu\text{Sv/h}$) était plus de 10 000 fois supérieur au niveau naturel (et plus de 1800 fois supérieur, le 12 juin 1971, à Tureia).
- ✓ Le dépôt au sol des radionucléides contenus dans l'air a entraîné, à l'époque des essais, une contamination très importante des eaux, des sols et des denrées alimentaires. Par exemple, le 26 septembre 1966, suite au tir nucléaire Rigel, l'activité des eaux de pluie aux Gambier et à Tureia, a atteint des valeurs très élevées (respectivement 111 et 25,9 millions de Becquerels par litre), soit des valeurs respectivement plus de 850 millions de fois et plus de 199 millions de fois supérieures au niveau de radioactivité naturelle des précipitations. L'activité des eaux de pluie aux Gambier, le 26 septembre 1966, a ainsi été 69 000 fois supérieure aux valeurs maximales publiées par les militaires pour les eaux de captage des Gambier (essai du 2 juillet 1966). L'activité des eaux de pluie à Tureia, le 26 septembre 1966, a été 600 fois supérieure aux valeurs maximales publiées par la DIRCEN (Direction des Centres d'Expérimentations Nucléaires) pour les eaux de citerne de Tureia (essai du 12 juin 1971).
- ✓ Les évaluations de doses conduites par la CRIIRAD, à partir des rares documents classés rendus publics par la revue Damoclès, montrent que certaines retombées ont pu conduire à une irradiation externe et interne des populations conduisant à des risques sanitaires inacceptables, c'est-à-dire à des doses de radiation de plusieurs centaines de milliSieverts par an, très supérieures aux normes sanitaires en vigueur à l'époque. L'ingestion de seulement 2 litres d'eau de pluie après certaines retombées pouvait conduire à des doses de plusieurs dizaines voire centaines de milliSieverts. Or la population n'était pas informée des risques liés à la consommation de cette eau.
- ✓ Ces évaluations montrent que les bilans officiels publiés par la DIRCEN en 1998 (quelques milliSieverts par an au maximum) sous-estiment fortement l'impact radiologique des retombées sur la population. Il convient de souligner que les évaluations de doses conduites par la DIRCEN ne prennent pas en compte toutes les retombées, ne tiennent pas compte de la radiosensibilité plus élevée des enfants, négligent certains radionucléides comme le tritium, le carbone 14, ou les isotopes du plutonium, - pourtant présents dans les retombées comme le montrent certains des résultats de la campagne de mesure CRIIRAD (boue de citerne à Tureia et tranche du tronc d'un cocotier à Rikitea). Ces évaluations officielles ne tiennent pas compte par ailleurs des modes de vie réels des populations (ingestion directe des eaux de pluie par exemple aux Gambier).
- ✓ La plus grande part de cette irradiation externe et de cette contamination interne a été induite par des radionucléides de relativement courte période. Trente à quarante ans après les retombées, ces radionucléides à courte période ont totalement disparu. Une partie des effets sanitaires induits sur les populations exposées à l'époque, ou sur leurs descendants, a déjà pu se manifester. Compte tenu des temps de latence de plusieurs décennies pour certaines pathologies, d'autres effets sont à venir.
- ✓ L'évolution des connaissances sur les effets sanitaires des faibles doses de radiation, en particulier lors de contaminations internes (inhalation et ingestion), montre que les cancers ne sont pas les seules pathologies à craindre, il faut y ajouter des conséquences négatives sur le système immunitaire, le système cardio-vasculaire, le système nerveux ou le système digestif, etc. L'évaluation de l'impact des essais atmosphériques de 1966 à 1974 sur la santé des populations et des travailleurs exposés nécessitera :
 - 1 / la communication des rapports militaires, notamment des services de contrôle radiologique (SMSR et SMCB), de la période des essais atmosphériques. Ceci afin d'effectuer des évaluations dosimétriques les plus précises possibles. L'interprétation de ces données nécessitera la mise en place d'un groupe de travail incluant des experts militaires et du CEA et des chercheurs indépendants,
 - 2 / la poursuite des études épidémiologiques portant sur les pathologies cancéreuses, mais aussi sur l'ensemble des pathologies non cancéreuses susceptibles d'apparaître chez les personnes exposées et leur descendance,
 - 3 / le lancement d'études biologiques spécifiques sur les personnes exposées (enregistrement des anomalies chromosomiques, dosimétrie biologique, etc..).
- ✓ Il serait utile, à ce sujet, que soit mis en œuvre un comité de pilotage regroupant des spécialistes de l'ensemble des disciplines concernées ainsi que des représentants des populations, anciens travailleurs et élus.

Renseignements :

Bruno CHAREYRON, responsable du laboratoire CRIIRAD, tel. 04 75 41 82 50 ou

bruno.chareyron@criirad.org

Bruno BARRILLOT, expert auprès de la Commission d'Enquête brunobarrillot@hotmail.com

Patrice BOUVERET, CDRPC tel : 06 30 55 07 09 ou : cdrpc@obsarm.org

Les institutions de la Polynésie française veulent faire leur propre bilan de 30 ans d'essais nucléaires

Fiche 4

Pourquoi un « bilan » polynésien ?

Les institutions de la Polynésie française, issues des élections du 13 février 2005 — gouvernement et assemblée —, ont été sollicitées par l'association *Moruroa e tatou* qui regroupe plus de 4 000 anciens travailleurs de Moruroa. Depuis sa création en juillet 2001, *Moruroa e tatou* ne cesse d'interpeller les pouvoirs polynésiens et nationaux sur les problèmes de santé de ses adhérents et sur ceux des habitants des îles et atolls proches des anciens sites d'essais nucléaires. Depuis le premier essai nucléaire réalisé par la France le 2 juillet 1966 au-dessus de Moruroa, les autorités du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) ont toujours affirmé l'innocuité des essais nucléaires. Or, aux interpellations de l'association *Moruroa e tatou* s'ajoutent les témoignages de centaines de vétérans des essais nucléaires — anciens militaires ou civils — eux aussi regroupés dans l'*Association des vétérans des essais nucléaires (Aven)* en métropole et les révélations faites par les médias à partir de documents secrets laissant apparaître les risques inconsidérés pris par les responsables du Centre d'expérimentation du Pacifique à l'égard de son personnel et des populations polynésiennes. Un autre facteur a été déterminant pour la mise en place de la commission d'enquête. En effet, le nouveau statut de la Polynésie de février 2004 octroie pour la première fois aux élus polynésiens, la possibilité de créer et de mettre en œuvre une commission d'enquête (article 68 du statut) qui ont, cependant, un pouvoir d'investigation bien moindre que les commissions de l'Assemblée nationale. En considération de la complexité et de l'importance des enjeux, la commission s'est fixé pour premier objectif la période des essais nucléaires aériens.

Le gouvernement de la Polynésie française prend l'initiative

Lors du conseil des ministres du 22 juin 2005, sur proposition de Jaqui Drollet, vice-président, le gouvernement a décidé la mise en place d'un « **Conseil d'orientation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires** ». Ce conseil d'orientation aura une mission de proposition pour les actions à engager en termes de soutien technique et financier à l'association *Moruroa e tatou*, d'expertises, d'évaluation socio-médicale et d'études scientifiques. Une mission d'expertise prévue pour une durée d'un an a été confiée à Bruno Barrillot, directeur du *Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC)*. Cette mission devra remettre son rapport au cours du premier semestre 2006 et faire des propositions juridiques. Il est composé du vice-président, du ministre de la Santé et du ministre de l'Environnement, de trois membres de l'Assemblée de Polynésie et de trois membres de l'association *Moruroa e tatou*.

L'Assemblée de la Polynésie française crée une commission d'enquête

Le 15 juillet, à l'issue d'un débat au cours de la séance de l'Assemblée, il est décidé la création d'une **Commission d'enquête** « chargée de recueillir tous éléments d'information sur les conséquences des essais aériens entre 1966 et 1974 pour les populations de la Polynésie française ».

Deux initiatives complémentaires

Reconnaissant le travail effectué par l'association *Moruroa e tatou* pour regrouper, soutenir les anciens travailleurs de Moruroa et leurs familles dans l'objectif de faire reconnaître leurs droits, le gouvernement de Polynésie a décidé d'accorder une subvention à cette association. Le Conseil d'orientation aura pour tâche de proposer au gouvernement des actions à conduire pour une prise en charge des conséquences sanitaires, sociales, environnementales des essais nucléaires. Il recueillera les propositions de la Commission d'enquête pour leur donner les suites qu'il convient ainsi que les recommandations de la mission d'expertise. La Commission d'enquête, travaillant sur la période précise des essais atmosphériques et pendant une durée limitée à 6 mois, transmettra ses recommandations à l'Assemblée qui seront prises en compte par la suite par le Conseil d'orientation.

La Commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie française sur les conséquences des essais aériens

Fiche 5

Objet

La Commission d'enquête est « chargée de recueillir tous éléments d'information sur les conséquences des essais aériens entre 1966 et 1974 pour les populations de la Polynésie française ».

Dates & durée

La Commission d'enquête a été **créée le 15 juillet 2005** par délibération de l'Assemblée de la Polynésie française. Elle est devenue effective le 28 juillet 2005 par sa promulgation au *Journal officiel de la Polynésie française*.

Selon le statut d'autonomie de la Polynésie française du 27 février 2004, la Commission d'enquête aura six mois pour remettre son rapport à l'Assemblée. Ce **rapport** doit donc être rendu au plus tard **le 27 janvier 2006**.

Présidence et membres

La Commission d'enquête comprend **13 membres** qui ont été désignés en conformité avec le règlement intérieur de l'Assemblée. Elle est composée de :

- **M^{me} Unutea Hirshon**, *présidente* ;
- M. Jacky, Vetea Bryant ;
- M^{me} Catherine Tuiho-Buillard ;
- M^{me} Chantal Tahiaata ;
- M. Myron Mataoa ;
- M^{me} Véronique Moevai-Amo ;
- M. Hirohiti Tefaarere ;
- M^{me} Nicole Bouteau ;
- M^{me} Monique Richeton ;
- M. René Kohumoetini ;
- M^{me} Emma Maraea ;
- M. Howard Vairaroa ;
- M. Michel Yip.

Les trois « pôles »

Pour mener à bien son travail d'enquête, la Commission a été répartie en **trois pôles de recherche** :

- un pôle sanitaire et scientifique coordonné par M^{me} Unutea Hirshon
- un pôle environ nemental coordonné par M. Jacky Bryant
- un pôle économique et social coordonné par M^{me} Nicole Bouteau

Un expert

La Commission d'enquête a fait appel, conformément au règlement de l'Assemblée, à un expert.

M. Bruno Barrillot, directeur du *CDRPC* (Lyon) et auteur de plusieurs ouvrages sur les essais nucléaires français a été désigné par la Commission. Sa mission, à Papeete, a commencé le 3 août 2005.

Un débat juridique

Au lendemain de la parution de la création de la Commission d'enquête au *Journal officiel*, le 29 juillet 2005, le Haut Commissaire de la République en Polynésie française déposait deux recours bien distincts : un référé en demande de suspension dans l'attente que soit rendue une décision sur le fond en annulation de la Commission d'enquête.

Le Haut Commissaire a été débouté de son référé suspensif par le tribunal administratif de Papeete. Par contre, la demande d'annulation étant pendante devant le tribunal, l'État se sert de cette argutie judiciaire pour ne donner aucune suite aux différentes demandes de la Commission.

D'autre part, le groupe *Tahoeraa Huiraatira* de Gaston Flosse a introduit une action devant le Conseil d'État en invalidation de l'article 68 du statut d'autonomie interne portant création des commissions d'enquête.

Le déroulement des travaux de la Commission d'enquête

Fiche 6

La Commission d'enquête a commencé ses travaux début août 2005.

Les personnes à auditionner

Une première liste des personnalités et de personnes à auditionner a été établie. L'objectif est de rencontrer et d'écouter les témoins qui ont été présents, qui ont eu des responsabilités, qui ont travaillé sur les sites au cours de la période des essais nucléaires aériens. Les trois domaines privilégiés par la Commission — santé, environnement, économique et social — ont permis de constituer une liste très diversifiée.

En raison de la durée limitée des travaux de la Commission, il a été décidé de s'adresser prioritairement à des Polynésiens ou à des personnes habitant sur le Territoire.

Sans vouloir être exhaustif — et d'ailleurs la liste reste ouverte —, la Commission a souhaité entendre :

- des élus et personnalités qui ont été présents ou acteurs lors de la décision d'implantation du centre d'essais en Polynésie ;
- des représentants des anciens travailleurs de Moruroa de la période 1966-1974 ;
- des représentants des employeurs, notamment des nombreuses entreprises sous-traitantes qui se sont créées en Polynésie lors de l'implantation du CEP ;
- des personnalités — maires — et des habitants des îles et atolls proches des sites d'essais ;
- des anciens ministres et responsables de santé ;
- des anciens ministres et responsables de l'environnement ;
- des responsables d'Églises et des « autorités morales » du pays ;
- des ministres et ancien président de la République.

Les questionnaires

Pour faciliter les auditions, il a été décidé de mettre au point des questionnaires spécifiques pour chaque catégorie de personnes à auditionner. Certains questionnaires ont été conçus particulièrement pour des « personnes clés » qui ont été les témoins d'événements ou de faits que la Commission a souhaité éclaircir.

Les premières auditions

Les premières auditions ont commencé dans la deuxième quinzaine d'août et ont permis de rencontrer les personnalités « historiques » qui ont été les témoins des débuts de l'installation du CEP. Parmi ceux-ci, ont été auditionnés les principaux acteurs survivants de la délibération qui céda à titre gratuit les atolls de Moruroa et de Fangataufa à la France pour effectuer ses expériences. Partisans et opposants à cette décision ont pu être entendus.

Première réunion publique de la Commission

Le 9 septembre, la Commission d'enquête a tenu sa première réunion publique en présence de la presse. Une première partie de la réunion a été consacrée à la présentation d'un montage visuel présentant succinctement le programme d'essais nucléaires de la France de 1960 à 1996, à partir de documents d'archives ou de photos transmises par les vétérans des essais nucléaires.

La Commission a ensuite voté son budget qui s'élève à 17 millions CFP (environ 160 000 euros) et annoncé la mission de terrain qui sera effectuée par la Criirad à Mangareva et Hao.

Les missions de la Commission d'enquête sur le terrain

Fiche 7

Demande de visite à Moruroa et Fangataufa

Le 16 août, la présidente de la Commission a envoyé à M^{me} la ministre de la Défense, une demande de visite des atolls de Moruroa et Fangataufa. Les membres de la Commission souhaitent voir par eux-mêmes l'état des lieux de ces deux atolls, notamment les sites particuliers d'où étaient effectués les tirs aériens et les « tirs froids » réalisés lors de la période 1966-1974.

À ce jour, aucune réponse n'a été faite à la Commission.

Mission CRIIRAD sur Mangareva, Tureia et Hao

La CRIIRAD est un organisme indépendant d'étude de la radioactivité qui a été fondé à Valence (Drôme) à la suite de l'accident de Tchernobyl. Le laboratoire de la CRIIRAD est agréé par le ministère de la Santé.

Un ingénieur et un technicien de la CRIIRAD — MM. Bruno Chareyron et Christian Courbon — se sont rendus en Polynésie pour une mission de contrôle radiologique sur Mangareva et Hao entre le 4 et le 18 octobre 2005.

Rappel Mangareva

L'île habitée de Mangareva, située à près de 400 kilomètres de Moruroa, a subi d'importantes retombées lors des essais atmosphériques et notamment en 1966. Des documents de l'époque, récemment sortis du « secret » militaire par la revue *Damoclès*, publiée par le CDRPC, montrent que les autorités du CEP ont caché la réalité de la contamination de l'île.

En mai 2005, les habitants de l'île de Mangareva et leur maire ont demandé des explications sur ces faits à la ministre de la Défense. À ce jour, pas le moindre mot de réponse ne leur a été envoyé.

La mission de contrôle radiologique de la CRIIRAD permettra d'apporter des éléments d'appréciation sur la qualité des sols et des végétaux de cette île. L'absence de réponse du ministère de la Défense aux interrogations des Mangaréviens, des associations et de la Commission d'enquête souligne son embarras et confirme l'attitude de mépris de ce ministère à l'égard des Polynésiens et de leurs élus. De plus, le refus de témoigner devant la Commission d'enquête de M. Gaston Flosse, pourtant présent à Mangareva le 2 juillet 1966, sera apprécié à sa juste valeur par ses compatriotes de Mangareva dont il est lui-même originaire.

L'atoll de Hao

Pendant toute la période des essais atmosphériques, l'atoll de Hao fut transformé en « base avancée » des essais nucléaires. Une piste d'aviation de plus de 3 000 mètres y fut construite et près de 3 000 militaires s'installèrent sur cet atoll où vivait une petite population de 150 habitants.

Pendant la période des essais aériens, une partie de la piste d'aviation de la base de Hao servait d'aire de décontamination des avions Vautour qui effectuaient des passages dans le nuage radioactif pour des prélèvements de poussières et de gaz. Des installations d'analyse de radioactivité ont également été construites sur Hao dans des bunkers proche du village. Toutes ces installations sont restées aujourd'hui en l'état et aucune étude d'impact radiologique n'a été effectuée. Il importait donc que le point soit réalisé par la CRIIRAD, d'autant plus que des projets de développement sont en cours sur cet atoll (élevage de thons)...

L'actualité des conséquences des essais nucléaires en Polynésie

Fiche 8

Prise de conscience

Dans la période récente, l'association *Moruroa e tatou* porte, depuis sa création en juillet 2001, la préoccupation de la santé des anciens travailleurs de Moruroa.

Les actions et interpellations de *Moruroa e tatou* ont suscité, en Polynésie française et en métropole, l'attention des médias, des dirigeants politiques et de l'opinion publique.

Avec l'arrivée au pouvoir en Polynésie française de la coalition autour de l'UPLD (Union pour la démocratie) en février 2005, les dirigeants politiques du pays ont décidé de réaliser leur propre analyse des conséquences des essais. M. Oscar Temaru, qui fut un leader antinucléaire, est aujourd'hui président du pays.

En mai 2002, à l'issue d'une visite de l'île de Mangareva par l'association *Moruroa e tatou*, des révélations à propos des retombées radioactives sur cette île à la suite du premier essai nucléaire français du 2 juillet 1966 ont provoqué une prise de conscience. Les médias locaux : radios, télévisions, presse écrite ont largement relayé les révélations. Puis les décisions politiques ont suivi.

L'impact de Thalassa

Le reportage de l'émission Thalassa « Le cancer du Tropic » a été diffusé à deux reprises sur les deux chaînes locales de RFO en septembre 2005. L'impact sur l'opinion polynésienne a été très important : dans toutes les familles, le reportage a été vu. Désormais, a-t-on entendu, « le discours sur les essais propres » ne peut plus passer et le Polynésien prend conscience que les autorités ont menti sur les risques qu'on a fait courir à la population.

L'impact de l'émission Thalassa est d'autant plus important que c'est la première fois qu'un reportage sur les essais nucléaires, diffusé sur les télévisions en Métropole, est diffusé par une chaîne de télévision locale. En effet, les grands reportages précédemment diffusés en France (« Moruroa le grand secret » ou « Dans le secret du Paradis », par exemple) n'ont jamais été vus sur les écrans polynésiens.

Les médias polynésiens qui aujourd'hui n'hésitent plus à programmer des sujets considérés autrefois comme tabous, confortent au niveau de l'opinion publique polynésienne le bien-fondé des actions engagées dans ce domaine par le gouvernement et l'Assemblée. On peut considérer que la prise en compte des conséquences des essais nucléaires est un des aspects le plus visible et de plus, bien perçu, du « *taui* » (changement) en Polynésie française.

Vous trouverez une revue de presse
sur le site Internet :

www.obsarm.org

Les conséquences des essais nucléaires et le Parlement

Fiche 9

Sollicités par les associations *Aven* et *Moruroa e tatou*, les parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat ont tenté d'interpeller leurs institutions par les moyens à leur disposition : questions écrites et propositions de loi.

À ce jour, six propositions de loi ont été déposées par les groupes Verts et Communistes de l'Assemblée et du Sénat. Parmi ces dernières, la plus récente est une proposition de loi déposée par M^{me} Christiane Taubira et M. Paul Giacobbi (*voir annexe 2*). Elle est en cours de débat au sein du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Liste des propositions de loi

- Proposition de loi n° 3542 de M^{me} Marie-Hélène Aubert relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires (17 janvier 2002).
- Proposition de loi n° 130 de M. Yves Cochet, M^{me} Martine Billard et M. Noël Mamère relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires (24 juillet 2002).
- Proposition de loi n° 368 de M. Maxime Gremetz et groupe communiste et républicain relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français (7 novembre 2002).
- Proposition de loi n° 141 de M^{me} Marie-Claude Beaudeau et groupe communiste et républicain relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français (22 janvier 2003).
- Proposition de loi n° 488 de M^{me} Hélène Luc et groupe communiste et républicain relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français (13 juillet 2005).
- Proposition de loi de M^{me} Christiane Taubira et M. Paul Giacobbi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des personnes victimes des essais ou accidents nucléaires.

Les questions écrites

Députés et sénateurs ont également la possibilité de rédiger une question écrite aux ministres concernés. Ces questions et les réponses des ministres sont publiées au *Journal officiel*.

Au 22 septembre 2005, 99 questions écrites relatives aux essais nucléaires ont été déposées par des députés et sénateurs, dont 49 émanent de parlementaires de l'UMP et 37 du Parti socialiste. Les réponses des ministres sont souvent les mêmes et continuent à affirmer que « tout va bien » et que le gouvernement a mis en place tous les moyens nécessaires pour prévenir et réparer les problèmes de santé des vétérans et anciens travailleurs des essais nucléaires.

D'autres parlementaires préfèrent écrire directement au ministre. Mais les réponses reçues sont habituellement les mêmes qu'aux questions écrites.

Une référence actuelle : la loi d'indemnisation américaine

Fiche 10

Résumé de la révision — le 25 avril 1988 — de la mesure adoptée par le Sénat américain et modifiée (# 109, 48-30)

La loi d'indemnisation des vétérans exposés aux radiations (1988) modifie les dispositions concernant les indemnités fédérales au profit des vétérans (pour avoir accès à de telles indemnités), en établissant une présomption d'un lien avec le service, pour les maladies suivantes dont souffre n'importe quel vétéran ayant été exposé aux radiations :

Liste des maladies reconnues comme radio-induites (2003)

(Les maladies indemnissables apparaissent en gras)

- 1) **Leucémies (sauf leucémie lymphoïde chronique) ;**
- 2) **Cancer de la thyroïde ;**
- 3) **Cancer du sein ;**
- 4) **Cancer du poumon (tumeur maligne de la trachée, des bronches, du poumon) ;**
- 5) Cancer des os ;
- 6) **Cancer primitif du foie ;**
- 7) Cancer de la peau ;
- 8) **Cancer de l'œsophage ;**
- 9) **Cancer de l'estomac ;**
- 10) **Cancer du colon ;**
- 11) **Cancer du pancréas ;**
- 12) Cancer du rein ;
- 13) **Cancer de la vessie ;**
- 14) **Cancer des glandes salivaires (tumeur maligne de la glande principale) ;**
- 15) **Myélome multiple ;**
- 16) Cataracte sous capsulaire postérieure ;
- 17) Nodule thyroïdien non malin ;
- 18) **Cancer de l'ovaire ;**
- 19) Adénome parathyroïdien ;
- 20) **Tumeurs malignes du cerveau et système nerveux central ;**
- 21) **Lymphomes autre que Hodgkin ;**
- 22) Cancer du rectum ;
- 23) **Cancer de l'intestin grêle ;**
- 24) **Cancer du pharynx ;**
- 25) **Cancer des voies biliaires ;**
- 26) **Cancer de la vésicule biliaire ;**
- 27) Cancer du bassin, de l'uretère, et de l'urètre ;
- 28) Cancer de la prostate ;

- 29) Carcinome bronchio-alvéolaire (une maladie pulmonaire rare) ;
- 30) Tumeurs bénignes du cerveau et du système nerveux central ;
- 31) Autres affections malignes non listées dans les maladies précédentes.

Exige que toutes ces maladies, pour être considérées comme liées au service, aient été contractées à un niveau de 10 % ou plus, dans les quarante années après la dernière date à laquelle le vétéran participait à une activité à risque radioactif, cette durée étant réduite à 30 ans après cette date dans les cas d'une leucémie.

Définit « un vétéran exposé aux radiations », comme le vétéran ayant participé à une activité à risque radioactif lorsqu'il était en service actif.

Définit ainsi une « activité à risque radioactif » :

- 1 participation sur site à une explosion atmosphérique d'un dispositif nucléaire ;
- 2 occupation américaine de Hiroshima et Nagasaki au Japon entre le 6 août 1945 et le 1^{er} juillet 1946 ;
- 3 internement au Japon comme prisonnier de guerre pendant la Deuxième Guerre mondiale, d'où le risque d'une exposition aux radiations.

Modifie la loi sur les normes d'indemnisation des vétérans exposés à la dioxine et aux radiations et oblige le comité consultatif des vétérans sur les risques environnementaux à soumettre au Sénat et aux Comités des affaires des vétérans de la Chambre des Représentants des rapports périodiques sur les résultats des études scientifiques concernant les effets néfastes possibles sur la santé, liés à l'exposition à une radiation ionisante.

NOTE : l'administration américaine complète chaque année la liste des cas de cancer pris en compte pour l'indemnisation (13 cas de cancer en 1988, 31 en 2003). La liste des maladies « radiogéniques » se trouve dans le *Manuel US 2003 des Radiations Ionisantes (Ionizing Radiation Handbook 2003)* sur le site <<http://www1.va.gov/irad/>>

Proposition de loi

présentée par **Christiane TAUBIRA** et **Paul GIACOBBI**

visant à la reconnaissance et à l'indemnisation
des personnes victimes des essais ou accidents nucléaires

Fiche 11

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La présente proposition de loi a pour objet d'établir la présomption d'un lien de causalité entre, d'une part les essais ou accidents nucléaires et, d'autre part les pathologies développées par les personnels, civils ou militaires, ayant travaillé sur les sites concernés ainsi que la population présente dans les zones contaminées.

Entre 1960 et 1996, l'armée française a effectué plus de deux cents essais nucléaires au Sahara et en Polynésie. Les populations locales, aussi bien que les personnes militaires ou civiles qui ont participé à ces essais, présentent aujourd'hui de graves problèmes de santé, notamment sous forme de cancers affectant divers organes.

Par ailleurs, dans la nuit du 25 au 26 avril 1986, s'est produit en Ukraine l'explosion du réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl dispersant dans l'atmosphère des quantités considérables d'éléments radioactifs. Les territoires de l'Est de la France, les Alpes, la Vallée du Rhône, la ville de Nice et sa région, la Corse ont été particulièrement contaminés du fait, notamment, d'importantes précipitations dans la période qui a suivi l'accident.

En Haute-Corse, la contamination de la population, en particulier des femmes enceintes de plus de douze semaines et des enfants en bas âge se manifeste par une plus grande prévalence dans l'induction de cancers de la thyroïde, survenus dans des délais moyens d'environ quatre ans après la contamination.

Ces victimes se trouvent frappées deux fois, puisqu'elles doivent faire face à leur maladie, et en outre fournir la preuve scientifique du lien entre leur état de santé actuel et leur participation aux essais nucléaires et/ou leur présence sur des lieux contaminés par les essais ou par des accidents.

Cette situation rend complexe et aléatoire toute prise en charge sous forme d'indemnisation ou de pension, et crée une inégalité entre ceux qui peuvent ou osent saisir la Justice et ceux qui en sont privés ou y renoncent.

Des pays tels que les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie, les îles Fidji ont adopté des dispositions administratives et financières (suivi médical spécifique des populations, création de fonds d'indemnisation) pour faire droit aux revenditions

légitimes de leurs ressortissants ayant subi les conséquences des essais nucléaires.

Aujourd'hui, en France, les victimes, inquiètes pour leur avenir et celui de leur descendance, demandent que soit reconnue la causalité entre leurs maladies ou troubles de santé et ces activités à risque radioactif. Cette revendication s'exprime alors qu'il apparaît que les services chargés de la prévention et de la protection contre les risques nucléaires auraient disposé d'éléments suffisamment probants, à l'époque des faits, sur les risques encourus par les personnels et les populations, et qu'ils auraient négligé d'en tirer les conséquences et de prescrire ou de prendre les mesures de prévention et de suivi qui s'imposaient alors.

Saisies par des justiciables ces dernières années, plusieurs tribunaux de grande instance en France ont reconnu, encore en ce mois de juin 2005, le bien-fondé des demandes de pension d'invalidité ou d'indemnisation introduites par des personnes ayant été exposées, particulièrement aux essais nucléaires en Polynésie. Les jugements font état de « conséquences d'irradiation pouvant se révéler tardivement, même jusqu'à plusieurs décennies après l'explosion au danger radioactif ». Un tel attendu est conforme aux conclusions de nombreuses études effectuées aux États-Unis (pour les îles Marshall), en Grande-Bretagne (pour les îles Christmas et les essais en Australie), en Nouvelle-Zélande mais également en France (AEIA, Agence internationale de l'énergie atomique, 1998 ; CDRPC, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 2005 se référant à des notes et documents militaires des années 1960).

Il y a un surcroît d'injustice à contraindre les victimes de ces activités à entreprendre des actions judiciaires longues, coûteuses et aléatoires, alors qu'est avéré le lien de causalité entre ces activités et des pathologies cancéreuses, ophtalmologiques et cardiovasculaires dont une liste a été établie en 1988 et actualisée en 2001 par le Sénat américain.

La présente proposition de loi vise à instaurer l'égalité entre les victimes et à créer le cadre juridique qui permettra à l'État de procéder aux justes réparations des dommages infligés par des activités considérées alors d'intérêt national.

.../...

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Est établie la présomption d'un lien de causalité entre, d'une part la ou les maladies affectant :

- toute personne à statut civil ou militaire ayant participé à une activité à risque radioactif sur tout site où il fut procédé à l'explosion d'un dispositif nucléaire du 13 février 1960 au 27 janvier 1996 ;
- toute personne ayant résidé à proximité du site d'explosion du dispositif nucléaire, entre le 13 février 1960 et le 27 janvier 1996 ;
- toute personne résidant sur un territoire ayant été, de manière significative, contaminé du fait d'un accident nucléaire et, d'autre part, les essais et accidents nucléaires.

Article 2

Est établie la présomption d'un lien avec le service pour la ou les maladies affectant toute personne, à statut civil ou militaire, ayant participé à une activité à risque radioactif sur tout site ayant été le siège de l'explosion d'un dispositif nucléaire entre le 13 février 1960 et le 27 janvier 1996.

Article 3

La liste des pathologies présumées liées au risque radioactif est fixée par décret.

Article 4

Il est créé un droit à pension pour les personnels civils et militaires et leurs ayants droit visés aux articles un et deux de la présente loi, et un fonds d'indemnisation des victimes civiles au bénéfice des personnes visées à l'article un et ne relevant pas des budgets de pension de leur corps professionnel.

Article 5

Il est créé une Commission nationale de suivi des essais et accidents nucléaires. Sa composition est définie par décret du Conseil d'État, publié six mois

au plus tard après la promulgation de la présente loi. Cette Commission inclut un collège constitué de représentants d'associations ayant pour objet la défense des intérêts matériels et moraux des victimes d'activités à risque radioactif et de leur descendance.

Cette Commission aura notamment pour mission :

- de veiller au suivi médical des populations qui résident ou ont résidé à proximité des sites d'essais, et des personnes qui résident ou ont résidé sur les territoires exposés aux rayons ionisants générés par un accident nucléaire ;
- d'impulser et d'accompagner la mise en place d'un registre des cancers, d'en promouvoir l'usage et la référence auprès des autorités décisionnelles (centrales et territoriales) et de faire effectuer une étude épidémiologique sur les pathologies thyroïdiennes ;
- de convenir avec les autorités médicales des mesures préventives à caractère technique et sanitaire, inspirées par les circonstances (balises, stockage, distribution d'iode...) ;
- d'émettre à l'intention des pouvoirs publics et sur la foi de dossiers ou d'enquête qu'elle pourrait diligenter, un avis sur les cas litigieux dont elle pourrait être saisie par toute institution sanitaire contestant le droit d'une personne se référant aux articles un et deux de la présente loi pour faire valoir ses droits à indemnisation ou à pension ;
- de rédiger un état des lieux annuel et de présenter au Parlement, tous les deux ans, un rapport sur l'état du suivi dont elle a la charge.

Article 6

Les dépenses de l'État induites par l'application de l'article quatre de la présente loi sont compensées à due concurrence par une majoration des recettes fiscales fixées au titre des articles 575 et 575 A du Code général des impôts.

Vous trouverez le texte des autres propositions de loi sur le site Internet de l'Assemblée nationale ou sur :

www.obsarm.org

L'Assemblée de la Polynésie française : troisième institution du pays

Fiche 12



Troisième institution du pays, l'Assemblée de la Polynésie française est un organe délibérant doté de fonctions normatives et de contrôle de l'exécutif. Ce parlement local vote des délibérations dans toutes les matières qui sont de la compétence du pays, à l'exception de celles qui ont été attribuées à l'exécutif.

Depuis l'adoption de la loi organique du 2 mars 2004 portant statut d'autonomie, faisant de la Polynésie française un pays d'outre-mer, l'Assemblée peut également voter des lois de pays dans des domaines relevant jusqu'alors de la compétence de l'État.

L'Assemblée est chargée d'élire le président de la Polynésie française.

Elle est composée de 57 élus, représentant les six circonscriptions des cinq archipels de la Polynésie française. Ces représentants de l'Assemblée de la Polynésie française sont élus pour cinq ans à la proportionnelle. Ils procèdent chaque année au renouvellement du bureau et à l'élection de leur président.

En dehors des sessions administratives et budgétaires, la commission permanente, émanation restreinte de l'Assemblée, exerce les pouvoirs de l'organe délibérant.

Par ailleurs, conformément au principe du parlementarisme, l'Assemblée peut renverser le gouvernement en adoptant, à une majorité des trois cinquièmes, une motion de censure.

Inversement, l'Assemblée peut être dissoute après demande du président de la Polynésie française.

L'actuel président de l'Assemblée de la Polynésie française est Antony Géros. Il a été élu le 14 avril 2005.

*La Commission d'enquête
de l'Assemblée de la Polynésie française
en bref*

Présidente de la Commission

M^{me} Unutea Hirshon, *présidente de la Commission permanente de l'APF*

Adresse

Commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires
Assemblée de la Polynésie française
BP 28
Papeete Tahiti
Polynésie française

Tél (689) 41 61 21

Fax (689) 41 61 20

Courriel : unutea.hirshon@assemblee.pf

Réalisation du dossier de presse

CDRPC (Cendre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits)
187, montée de Choulans, 69005 Lyon (France)

Tél. 04 78 36 93 03 • Fax 04 78 36 36 83

Internet : www.obsarm.org • Courriel : cdrpc@obsarm.org